

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230515-lmc1203656-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 16 mai 2023
Date d'affichage : 17/05/2023

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 MAI 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 23/217

**CONVENTION D'OBJECTIFS
AVEC LA REGIE
D'EXPLOITATION ET DE
DEVELOPPEMENT DES
INSTALLATIONS
TOURISTIQUES DU MONT
FARON (REDIF) POUR
L'ANNEE 2023 -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/217

BUREAU DU 15 MAI 2023

**O B J E T : CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LA REGIE
D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES
INSTALLATIONS TOURISTIQUES DU MONT FARON
(REDIF) POUR L'ANNEE 2023 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°05/06/42/89 du 23 juin 2005 reconnaissant l'intérêt communautaire du Mont Faron et son transfert à Toulon Provence Méditerranée depuis le 1^{er} juillet 2005,

VU la délibération n°05/09/41/133 du 29 septembre 2005 relative au transfert du Massif du Faron et l'évaluation financière provisoire,

VU le projet de convention d'objectifs ci-annexé,

VU l'avis favorable de la Commission Transports et Mobilités en date du 05 mai 2023,

CONSIDERANT que l'activité touristique de ce service public contribue à la mise en valeur du site remarquable du Mont Faron,

CONSIDERANT que, dans le cadre de ses compétences, la Métropole Toulon Provence Méditerranée considère indispensable son appui à la Régie d'Exploitation et de Développement des Installations touristiques (REDIF) pour l'atteinte des objectifs des politiques publiques menées,

CONSIDERANT qu'à ce titre, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'apporter un soutien financier à la REDIF, pour la réalisation de ses missions et projets,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le versement d'une participation financière à la REDIF du Mont Faron au titre de l'exercice 2023 qui s'élève à 540 000 € se décomposant en :

- Une subvention de fonctionnement de 200 000 €
- Une subvention d'investissement de 340 000 €.

ARTICLE 2

D'AUTORISER le Président à signer la convention annexée avec la REDIF du Mont Faron.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2023 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, opération 3121 article 657382 pour la section de fonctionnement et article 204183 pour la section d'investissement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 mai 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE:

La Métropole «Toulon Provence Méditerranée», ayant son siège Hôtel de la Métropole 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, agissant en vertu de la délibération N° du bureau métropolitain du,

ci-après désignée «*Toulon Provence Méditerranée*»,

d'une part,

ET:

La régie d'exploitation et de développement des installations touristiques du mont Faron, ayant son siège Boulevard Amiral VENCE, 83 200 TOULON, représentée par Monsieur Philippe BARTOLOMEO agissant en qualité de Directeur et en vertu de la délibération 01/2023 du conseil d'administration du 15 février 2023 ci-après désignée « *La REDIF* »,

d'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Conformément aux statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, une délibération du Conseil Communautaire en date du 25 Novembre 2002, porte définition de l'Intérêt Communautaire des espaces naturels remarquables.

Cette délibération a été l'occasion de préciser d'une part les possibles modalités d'intervention de Toulon Provence Méditerranée, en la matière, et d'autre part, les critères de reconnaissance et donc d'identification de ces espaces.

En application de ces principes, le site du Mont Faron répond parfaitement aux critères prédéfinis, et présente aussi un enjeu important pour la Métropole.

Le transfert de ce site consiste non seulement au transfert du patrimoine bâti, mais aussi au transfert des massifs forestiers dont la ville de Toulon était propriétaire.

Par ailleurs, une partie des massifs concernés sont propriété de la Régie d'Exploitation et de Développement des Installations Touristiques du Mont Faron. La commune de Toulon avait en effet choisi la régie avec autonomie financière et personnalité morale pour gérer ce service.

Ainsi, ce transfert a permis à Toulon Provence Méditerranée :

- D'une part, d'assurer l'accessibilité du plateau du Faron par le transport public de voyageurs par téléphérique,
- D'autre part, de développer et protéger un site touristique majeur pour la métropole.

Tous ces biens transférables ont fait l'objet d'une évaluation soumise en Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 05 juillet 2005, et d'une mise à disposition caractérisée par l'établissement d'un procès-verbal établi contradictoirement, avec un descriptif précis de leur consistance, de leur situation juridique, de leur état et de l'évaluation de leur remise en état. La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 05 juillet 2005 a fait une évaluation provisoire de 415 978.15 euros de charge de fonctionnement et aucune charge d'investissement.

A compter du 01 juillet 2005, Toulon Provence Méditerranée s'est substitué à la ville de Toulon dans ses droits et obligations (contrats d'occupation, marchés, ...) à l'exception des pouvoirs de police du Maire.

Dans le cadre de ses compétences « Aménagement de l'espace et les transports », « Protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie » et « L'environnement et la mise en valeur des espaces naturels remarquables », la Métropole Toulon Provence Méditerranée considère son appui à la REDIF indispensable pour l'atteinte des objectifs des politiques publiques menées.

C'est donc à ce titre qu'elle a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de ses missions et projets.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce partenariat.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVRAIT :

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités de versement de la participation financière de la Métropole à la REDIF.

ARTICLE 2 : Objectif poursuivi

Le réseau urbain métropolitain présente une dimension aérienne intéressante avec le téléphérique du Faron. Depuis 15 ans, il connaît une forte hausse de fréquentation passant de 40 000 voyages en 2002 à plus de 190 000 voyages en 2019, dont près de 40% en juillet/août.

La modernisation du téléphérique et l'amélioration de ses conditions d'accès ont été engagées depuis plusieurs années proposant une desserte en transport en commun depuis le centre-ville de Toulon et la station maritime, une offre de stationnement voiture d'une cinquantaine de places organisée autour de 3 parkings ainsi qu'une zone de prise et reprise pour les bus et cars. De plus, la mise en accessibilité de la station basse a été réalisée et les travaux de la station haute sont en cours. Une billettique "1 jour téléphérique" a été créée avec le Réseau Mistral.

Le Plan de Déplacements Urbains 2015-2025, approuvé par le Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2016, précise, dans son action n°4, un objectif d'amélioration de l'accessibilité et l'intermodalité autour du téléphérique et de poursuite de sa modernisation.

Ainsi, afin de renforcer l'attractivité du téléphérique, de faciliter son accès par l'ensemble des modes de déplacements, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la REDIF conviennent de travailler ensemble autour de trois principaux champs d'interventions :

- Renouveler et moderniser le matériel et les cabines
- Assurer les travaux de sécurité et les grandes inspections réglementaires
- Renforcer l'intermodalité et l'accessibilité autour de la gare de départ :
 - Proposer une offre de parking-relais en amont de la gare de départ avec une tarification combinée (stationnement, bus, téléphérique)
 - Aménager un pôle de correspondance Mistral connecté au téléphérique par des liaisons piétonnes sécurisées et confortables
 - Sécuriser les itinéraires piétons et cyclables ainsi que les traversées piétonnes par l'aménagement des voies
 - Proposer une offre de stationnement cyclable en gare de départ.

ARTICLE 3 : Engagements des parties

3.1 : Engagements de la REDIF

La REDIF assure les missions suivantes :

- l'exploitation, technique et commerciale, du téléphérique de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée ;
- la mise à disposition et le renouvellement des moyens matériels nécessaires à cette exploitation ;
- la maintenance de tous les biens nécessaires à l'exploitation du service; - la conception, l'édition et la vente des titres de transport ; - la gestion des relations avec les usagers et notamment :
 - leur information (en situation de référence ou perturbée) ;
 - la conception et la réalisation des documents d'information voyageurs ;
 - la gestion des réclamations ;
 - la gestion des systèmes d'informations
- l'information, le conseil et l'assistance technique, incluant notamment :
 - l'assistance à l'élaboration de la politique des transports de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
 - l'assistance à la définition des besoins en matériel nécessaire à l'exploitation du téléphérique ;
 - la réalisation de prestations d'études opérationnelles.
- le rassemblement et la mobilisation de tous les acteurs concernés par la vie du massif du Faron
- la concertation avec les partenaires autour de la protection et de la mise en valeur du massif
- La protection, la gestion et la valorisation du massif du mont Faron dans une logique de développement durable
- la communication avec l'ensemble de la population de la métropole

Dans le cadre de l'exercice de ses missions, la REDIF met en œuvre tous les moyens et toutes ses compétences professionnelles afin notamment de :

- rechercher la meilleure adéquation entre l'offre et la demande de transport ;
- développer la fréquentation avec pour enjeu de favoriser le report des déplacements en voiture particulière vers les transports collectifs ;
- maîtriser les coûts en contexte contraint dans une logique d'engagements sur les recettes, les charges et la subvention versée;
- veiller au bon état de fonctionnement des biens nécessaires à l'exploitation.
- mobiliser tous les usagers du massif du Faron autour de la protection de l'environnement
- valoriser le site

Ces missions sont précisées chaque année dans un programme de travail élaboré de manière partenariale (programme partenarial annexé 1 à la présente convention).

3.2 : Engagements de TPM

La Métropole s'engage à soutenir financièrement au cours de l'exercice 2023 la REDIF par le versement d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'investissement.

Cette subvention a pour objet d'accompagner la REDIF dans son fonctionnement en vue de la réalisation de ses missions, présentant un intérêt communautaire, et dans son plan d'investissement.

ARTICLE 4 : Budget de la REDIF

Le budget primitif de la REDIF pour l'année 2023 s'élève à 1 837 500 € se décomposant :

- pour la section fonctionnement à 1 219 500€
- pour la section d'investissement à 618 000€

Les documents joints en annexe 2 font apparaître l'ensemble du budget primitif 2023 de la REDIF.

ARTICLE 5 : Evaluation de l'action de la REDIF

La REDIF s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'activité produite avec des critères à la fois quantitatifs (fréquentation, services effectués, ...) et qualitatifs (répercussion, utilité, pertinence) et à remettre au plus tard le 01 juin de l'année n+1 un rapport d'activité avec un compte rendu financier.

ARTICLE 6 : Durée de la convention

La présente convention est élaborée pour l'année 2023 et pourra être renouvelée chaque année par l'établissement d'une nouvelle convention qui précisera les engagements réciproques des parties.

ARTICLE 7 : Modalités de versement de la participation financière de TPM

La participation financière de la Métropole Toulon Provence Méditerranée au titre de l'exercice 2023 s'élève à 540 000 € se décomposant en :

- Une subvention de fonctionnement de 200 000 €.
- Une subvention d'investissement de 340 000 €.

Il est important de rappeler que le versement d'une subvention d'équilibre à un service public industriel et commercial (SPIC) est limité. Toutefois, un SPIC peut bénéficier de subventions des collectivités de rattachement, en application des dispositions spécifiques, comme les services de transports de voyageurs, secteur d'activité relevant des exceptions de l'article L 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, la REDIF fait appel à sa collectivité de rattachement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour :

- Des sujétions particulières de fonctionnement : en effet, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a fait obligation à la REDIF d'exploiter le téléphérique toute l'année, exception faite des périodes pendant lesquelles la Régie doit interrompre son fonctionnement pour des révisions techniques. S'agissant de contraintes importantes par rapport aux modalités de fonctionnement spécifique de téléphériques placés dans les mêmes conditions géographique et climatiques, Toulon Provence Méditerranée participe financièrement au fonctionnement de la REDIF.
- La réalisation d'investissements ne pouvant pas être financée sans augmentation excessive des tarifs : en effet, afin de maintenir le niveau de sécurité du téléphérique au seuil exigé par la réglementation, la REDIF doit, en accord avec Toulon Provence Méditerranée, réaliser d'importants investissements (travaux de révision, remplacement des cabines, mise en accessibilité etc..). Il en résulte une participation financière de TPM au financement de ces investissements.

Ces subventions seront versées par moitié à la fin du deuxième trimestre et à la fin du troisième trimestre.

Le montant est imputé sur le budget communautaire de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La cotisation sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

ARTICLE 8 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 9 : Les obligations de la REDIF

La REDIF s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la nomenclature M43, à faire approuver ses comptes par ses organes compétents et à tenir l'enregistrement de ses engagements.
- à fournir à Toulon Provence Méditerranée dans les six mois suivant la clôture de l'exercice:

- Le compte-rendu financier de ses actions et leurs résultats. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées.
- Le Compte Administratif et ses annexes,
- à faciliter le contrôle par les services de la Métropole, de la réalisation des missions précitées et l'accès aux documents administratifs et comptables.
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire.
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la cotisation, voire demander le remboursement des sommes déjà versées.

La décision d'attribution de cette participation financière devant également prendre en compte l'examen du compte administratif de l'année précédente, la REDIF s'engage à formuler ses éventuelles demandes de participations financières ultérieures le plus tôt possible.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec la REDIF afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement de ses missions et projets. Dans cet esprit, la REDIF s'engage à mettre à disposition de la Métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 10 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

La présente convention pourra également être résiliée d'un commun accord entre les deux parties sans condition de délai ni de préavis.

ARTICLE 11 : Le reversement d'une partie de la cotisation en cas de résiliation de la convention

En cas de non-respect par la REDIF de ses engagements, celle-ci reversera à la Métropole TPM, après résiliation prononcée dans les conditions de l'article 9, les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

Les mêmes dispositions s'appliquent dans les cas de résiliation amiable prévus à l'article 9.

ARTICLE 12 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la REDIF.

Fait en trois exemplaires, à Toulon, le

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Pour la REDIF

Son Président

Son Directeur
Monsieur Philippe BARTOLOMEO

ANNEXE 1 : Programme partenarial 2023

Section d'investissement

Le budget 2023 marque un soutien du montant des investissements à réaliser par rapport à l'année écoulée. En effet, en accord avec le Maître d'œuvre de la Régie, nous avons fait approuver par l'organisme tutélaire de l'Etat (BIRM) chargé de contrôler la planification des grandes révisions, un planning des grands travaux à réaliser sur plusieurs années pour recalibrer le planning de révision actualisé par les derniers décrets. Cependant, les dernières visites de contrôle ont permis d'analyser qu'il est nécessaire de faire des travaux pour compenser l'usure du matériel et surtout tenir compte d'un passage en catégorie supérieure en raison du nombre de passagers.

A ce titre, nous programmons pour 2023 :

les travaux mécaniques annuels de révision et de grande inspection de l'appareillage	100 000 €
les travaux électriques annuels de révision et de grande inspection de l'appareillage	40 000 €
Travaux de changement des câbles porteurs	150 000 €
Travaux divers de mise en valeur des gares	50 000 €

L'ensemble de ces dépenses sera financé par une dotation de T.P.M. en 2023 de 340 000€. Pour mémoire, la dotation de 2022 était de 340 000 €, celles 2021 à 2019 étaient de 380 000 €, la dotation de 2018 qui était de 400 000 € et celle de 2017 qui était de 440 000 €.

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement se caractérise par une volonté de maintenir l'équilibre budgétaire constaté depuis plusieurs années.

LES FAITS MARQUANTS POUR 2023

L'année 2023 sera également ponctuée par quelques éléments marquants et exceptionnels :

Augmentation de la tarification	Environ +25 000 € recettes
Impact de la hausse des prix de l'électricité	Environ +30 000 € dépenses
Aides çà la hausse des prix de l'électricité	Difficilement estimable en l'état
Impact des Aléas météo sur le trafic	Non chiffrable

IMPACT FINANCIER PREVISIONNEL POUR 2023

Au global, il conviendrait de maintenir la subvention de fonctionnement pour 2023 à 200 000 €, identique à 2022, 2021 et après la baisse opérée en 2019. Pour mémoire, la subvention 2018 était de 210 000 € et n'avait pas évolué depuis 2008. Ce sont les efforts ayant conduit à l'augmentation des recettes qui ont permis le développement de la REDIF.

ANNEXE 2 : Budget primitif 2023 de la REDIF

REPUBLIQUE FRANCAISE

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

POSTE COMPTABLE DE **AGENCE COMPTABLE**

Service Public Local
.....
REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS
TOURISTIQUES DU MONT FARON

M43

BUDGET PRIMITIF

ANNEE 2023

SOMMAIRE

	I - Informations générales
p. 1	Modalités de vote du budget
	II - Présentation générale du budget
p. 2	A1 - Vue d'ensemble - Sections
p. 3	A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres
p. 4	A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres
p. 6	B1 - Balance générale du budget - Dépenses
p. 7	B2 - Balance générale du budget - Recettes
	III - Vote du Budget
p. 8	A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses - Articles
p. 11	A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes - Articles
p. 12	B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses
p. 13	B2 - Section d'investissement - Détail des recettes
p.	B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles
	IV - ANNEXES
	A - Eléments du bilan
p.	A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie
p.	A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
p.	A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
p.	A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
p.	A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
p.	A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes
p. 14	A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements
p. 15	A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations
p.	A3.2 - Etalement des provisions
p. 16	A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses
p. 17	A4.2- Equilibre des opérations financières - Recettes
p.	A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation
p.	A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement
p.	A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation
p.	A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement
p.	A6 - Etat des charges transférées
p.	A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers
	B - Engagements hors bilan
p.	B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie (2)
p.	B1.2 - Calcul du ratio d'endettement
p.	B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget
p.	B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail
p.	B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé
p.	B1.6 - Etat des autres engagements donnés
p.	B1.7 - Etat des engagements reçus
p.	B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
p.	B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
	C - Autres éléments d'informations
p. 18	C1.1 - Etat du personnel
p. 19	C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie
p.	C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)
p.	C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)
p. 20	D - Arrêté et signatures

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau Chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau Chapitre pour la section d'investissement.
- Sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3 .

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense << opération d'équipement >>.

III - Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne << Pour mémoire >>) s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent.

Si le présent budget est un budget supplémentaire, reporter le budget primitif et le cumul des décisions budgétaires du budget en cours.

V - Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 219 500.00	1 219 500.00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0.00	0.00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	0.00	0.00
		(si déficit)	(si excédent)
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 219 500.00	1 219 500.00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	618 000.00	618 000.00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0.00	0.00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	0.00	0.00
		(si solde négatif)	(si solde positif)
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	618 000.00	618 000.00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 837 500.00	1 837 500.00
----------------------------	---------------------	---------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats. Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
011	Charges à caractère général	261 236,00		300 105,00	300 105,00	300 105,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	588 100,00		546 395,00	546 395,00	546 395,00
014	Atténuations de produits					
65	Autres charges de gestion courante	92 973,00		94 000,00	94 000,00	94 000,00
	Total des dépenses de gestion des services	942 309,00		940 500,00	940 500,00	940 500,00
66	Charges financières					
67	Charges exceptionnelles	500,00		1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (4)	6 814,00				
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)					
022	Dépenses imprévues					
	Total des dépenses réelles d'exploitation	949 623,00		941 500,00	941 500,00	941 500,00
023	<i>Virement à la section d'investissement (6)</i>					
042	<i>Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)</i>	<i>270 000,00</i>		<i>278 000,00</i>	<i>278 000,00</i>	<i>278 000,00</i>
043	<i>Opé.d'ordre à l'intérieur de la sec.d'exp. (6)</i>					
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	270 000,00		278 000,00	278 000,00	278 000,00
	TOTAL	1 219 623,00		1 219 500,00	1 219 500,00	1 219 500,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES
1 219 500,00
RECETTES D'EXPLOITATION

Chap	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
013	Atténuation de charges	5 200,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00
70	Ventes de produits fabriqués, prestations ...	691 000,42		666 000,00	666 000,00	666 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)					
74	Subventions d'exploitation	200 000,00		200 000,00	200 000,00	200 000,00
75	Autres produits de gestion courante	69 250,00		70 500,00	70 500,00	70 500,00
	Total des recettes de gestion des services	965 450,42		941 500,00	941 500,00	941 500,00
76	Produits financiers					
77	Produits exceptionnels	1 608,00				
78	Reprises sur provisions et sur dépréciations (4)					
	Total des recettes réelles d'exploitation	967 058,42		941 500,00	941 500,00	941 500,00
042	<i>Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)</i>	<i>270 000,00</i>		<i>278 000,00</i>	<i>278 000,00</i>	<i>278 000,00</i>
043	<i>Opé.d'ordre à l'intérieur de la sec.fonct. (6)</i>					
	Total des recettes d'ordre d'exploitation	270 000,00		278 000,00	278 000,00	278 000,00
	TOTAL	1 237 058,42		1 219 500,00	1 219 500,00	1 219 500,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES
1 219 500,00

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
20	Immobilisations incorporelles	140 775,71				
21	Immobilisations corporelles	1 485 594,74		340 000,00	340 000,00	340 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation					
23	Immobilisations en cours					
	Total des opérations d'équipement					
	Total des dépenses d'équipement	1 626 370,45		340 000,00	340 000,00	340 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves					
13	Subventions d'investissement					
16	Emprunts et dettes assimilées					
18	Compte de liaison : affectation à ...(8)					
26	Particip.et créances rattachées à des particip.					
27	Autres immobilisations financières	100,00				
020	Dépenses imprévues					
	Total des dépenses financières	100,00				
4581	Total des opé.pour compte de tiers (9)					
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 626 470,45		340 000,00	340 000,00	340 000,00
040	Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)	270 000,00		278 000,00	278 000,00	278 000,00
041	Opérations patrimoniales (6)					
	Total des dépenses d'ordre d'invest.	270 000,00		278 000,00	278 000,00	278 000,00
	TOTAL	1 896 470,45		618 000,00	618 000,00	618 000,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	
--	--

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	618 000,00
---	-------------------

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
13	Subventions d'investissement	340 000,00		340 000,00	340 000,00	340 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées					
20	Immobilisations incorporelles					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affectation					
23	Immobilisations en cours					
	Total des recettes d'équipement	340 000,00		340 000,00	340 000,00	340 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)					
106	Réserves (10)					
18	Compte de liaison : affectation ...(8)					
26	Particip.créances rattachées à des particip.					
27	Autres immobilisations financières	100,00				
	Total des recettes financières	100,00				
4582	Total des opé.pour compte de tiers (9)					
	Total des recettes réelles d'investissement	340 100,00		340 000,00	340 000,00	340 000,00
021	Virement de la section d'exploitation (6)					
040	Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)	270 000,00		278 000,00	278 000,00	278 000,00
041	Opérations patrimoniales (6)					
	Total des recettes d'ordre d'investissement	270 000,00		278 000,00	278 000,00	278 000,00
	TOTAL	610 100,00		618 000,00	618 000,00	618 000,00

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	+
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	= 618 000,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation.

Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (11)**

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

I - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	300 105,00		300 105,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	546 395,00		546 395,00
014	Atténuations de produits			
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>			
65	Autres charges de gestion courante	94 000,00		94 000,00
66	Charges financières			
67	Charges exceptionnelles	1 000,00		1 000,00
68	Dotations aux amort.,aux dépréciations et aux prov.		278 000,00	278 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)			
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>			
022	Dépenses imprévues			
023	<i>Virement à la scetion d'investissement</i>			
Dépenses d'exploitation - Total		941 500,00	278 000,00	1 219 500,00

D002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES
1 219 500,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, Fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissements		278 000,00	278 000,00
14	<i>Provisions règlementées et amortissements dérogatoires</i>			
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>			
16	Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)			
18	Compte de liaison : affectation			
	Total des opérations d'équipement			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles (6)	340 000,00		340 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)			
23	Immobilisations en cours (6)			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
28	<i>Amortissements des immobilisations (reprises)</i>			
29	<i>Provisions pour dépréciation des immobilisations (5)</i>			
39	<i>Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours (5)</i>			
4581	Opérations pour compte de tiers (7)			
481	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>			
3....	Stocks			
020	Dépenses imprévues			
Dépenses d'investissement - Total		340 000,00	278 000,00	618 000,00

D001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES
618 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires ;

(2) Voir liste des opérations d'ordre

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié;

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 hab.;

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires; (6) Hors chapitres opérations d'équipement

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recettes, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuation de charges	5 000,00		5 000,00
60	Achats et variation des stocks (3)			
70	Ventes de produits fabriqués, prestations ...	666 000,00		666 000,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)			
72	Production immobilisée			
73	Produits issus de la fiscalité (8)			
74	Subventions d'exploitation	200 000,00		200 000,00
75	Autres produits de gestion courante	70 500,00		70 500,00
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels		278 000,00	278 000,00
78	Reprises sur amortissements et provisions			
79	Transferts de charges			
Recettes de fonctionnement - Total		941 500,00	278 000,00	1 219 500,00

+

R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
--	--

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 219 500,00
--	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)			
13	Subventions d'investissements	340 000,00		340 000,00
14	Provisions réglementées et amortissements dérogatoires			
15	Provisions pour risques et charges (5)			
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)			
18	Compte de liaison : affectation			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisations en cours			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissements des immobilisations		278 000,00	278 000,00
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations (5)			
39	Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours (5)			
45X-2	Opérations pour compte de tiers (7)			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
3...	Stocks			
021	Virement de la section de fonctionnement			
Recettes d'investissement - Total		340 000,00	278 000,00	618 000,00

+

R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	
---	--

+

AFFECTATION AU COMPTE 106	
----------------------------------	--

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	618 000,00
---	-------------------

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote	Réalisé N-1
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	261 236,00	300 105,00	300 105,00	224 740,61
60227	ACHAT TITRES DE TRANSPORT				
6032	VARIATION DES STOCKS DES AUTRES				
6037	VARIATION DES STOCKS DE MARCHANDISES,	2 605,00	4 209,00	4 209,00	2 605,26
6061	FOURNITURE NON STOCKABLE(EAU,ENERG)	13 000,00	45 000,00	45 000,00	11 448,69
6063	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT	20 500,00	30 000,00	30 000,00	22 210,21
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 500,00	1 000,00	1 000,00	460,17
6068	ACHATS D AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	9 754,00	14 840,00	14 840,00	9 754,06
607	ACHATS DE MARCHANDISES	4 490,00	4 500,00	4 500,00	4 381,20
6135	LOCATIONS MOBILIERES	2 200,00	2 500,00	2 500,00	2 169,32
61528	AUTRES BIENS IMMOBILIER	3 500,00	3 000,00	3 000,00	2 811,44
61551	MATERIEL ROULANT	500,00	2 000,00	2 000,00	260,63
61558	AUTRES BIENS IMMOBILIERS				
6156	MAINTENANCE	85 500,00	55 000,00	55 000,00	53 021,61
6161	MULTIRISQUES	18 564,00	22 107,00	22 107,00	18 563,81
6168	AUTRES	1 900,00	2 000,00	2 000,00	1 883,44
617	ETUDES ET RECHERCHES	1 245,00	1 000,00	1 000,00	790,00
618	DIVERS				
6222	COMMISSIONS POUR RECOUVREMENT	2 400,00	2 000,00	2 000,00	1 536,08
6223	COUT DES TRAITEMENTS INFORMATIQUES A	19 000,00	21 000,00	21 000,00	21 545,68
6226	HONORAIRES	17 413,00	9 270,00	9 270,00	16 412,81
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	2 337,00	2 500,00	2 500,00	2 337,23
6228	DIVERS	300,00	400,00	400,00	300,00
6231	ANNONCERS ET INSERTIONS	1 320,00	1 500,00	1 500,00	1 318,00
6232	ECHANTILLONS	100,00	100,00	100,00	75,00
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS				
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	1 915,00	17 605,00	17 605,00	915,00
6238	DIVERS	26 719,00	35 774,00	35 774,00	27 218,82
6248	DIVERS	1 364,00	500,00	500,00	1 363,84
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS				
6256	MISSIONS	1 000,00	1 600,00	1 600,00	962,30
6257	RECEPTIONS	2 028,00	1 500,00	1 500,00	904,32
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	495,00	400,00	400,00	313,18
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	2 800,00	2 800,00	2 800,00	2 516,67
627	SERVICES BANCAIRES & ASSIMILES	2 143,00	2 200,00	2 200,00	2 142,87
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE	415,00	1 000,00	1 000,00	415,36
6288	AUTRES	1 000,00	1 000,00	1 000,00	891,61
63512	TAXES FONCIERES	10 429,00	11 000,00	11 000,00	10 429,00
63514	TAXE SUR LES VEHICULES DES SOCIETES	2 800,00	800,00	800,00	2 783,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	588 100,00	546 395,00	546 395,00	582 048,76
6211	PERSONNEL INTERIMAIRE				
6311	TAXE SUR LES SALAIRES	15 000,00	11 000,00	11 000,00	13 637,00
6333	PARTICIPATION DES EMPLOYEURS FORMAT.PROF.	3 000,00	3 000,00	3 000,00	2 057,73
6334	PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT				
6335	VERSEMENTS LIBERATOIRES OUVRANT DROIT A				
6411	SALAIRES , APPONTEMENTS, COMMISSIONS DE	376 600,00	354 895,00	354 895,00	374 348,48

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote	Réalisé N-1
6413	PRIMES ET GRATIFICATIONS	26 000,00	26 000,00	26 000,00	27 232,79
6414	INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS	28 000,00	26 000,00	26 000,00	27 297,98
64141	INDEMNITE INFLATION	700,00			700,00
64148	AUTRES INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS	6 500,00			6 500,00
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	91 000,00	86 000,00	86 000,00	90 459,77
6452	COTISATIONS AUX MUTUELLES	2 800,00	3 000,00	3 000,00	2 544,22
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	17 000,00	16 000,00	16 000,00	16 493,05
6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	14 000,00	13 000,00	13 000,00	13 771,14
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	1 200,00	1 000,00	1 000,00	908,00
6476	VETEMENTS DE TRAVAIL	5 800,00	6 000,00	6 000,00	5 773,60
648	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	500,00	500,00	500,00	325,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	92 973,00	94 000,00	94 000,00	92 873,19
6518	REDEVANCES, BREVETS, LICENCES				224,86
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR				
658	CHARGE DIVERSE DE GESTION COURANTE	92 973,00	94 000,00	94 000,00	92 648,33
	TOTAL GESTION DES SERVICES:011+012+014+65 (a)	942 309,00	940 500,00	940 500,00	899 662,56
66	CHARGES FINANCIERES (b)				
66111	INTERETS REGLES A L'ECHEANCE				
66112	INTERETS - RATTACHEMENTS DES ICNE Calcul du 66112 Montant des ICNE de l'exercice = Montant de l'exercice N-1 =				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES (c)	500,00	1 000,00	1 000,00	395,18
6711	INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR				
6712	PENALITES, AMENDES FISCALES ET PENALES				
6713	DONS, LIBERALITES				
6717	RAPPEL D'IMPOTS (AUTRES QU'IMPOTS SUR LES				
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	400,00	1 000,00	1 000,00	172,41
673	TITRES ANNULES (EX. ANT)	50,00			4,54
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	50,00			218,23
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX	6 814,00			6 813,76
6815	Dotat. aux provisions pour risques & charges	6 814,00			
6817	Dotat. aux dépréciations des actifs circulants				6 813,76
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (e) (10)				
695	IMPOTS SUR LES BENEFICES				
022	Dépenses imprévues				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES : a+b+c+d+e+f	949 623,00	941 500,00	941 500,00	906 871,50
023	Virement à sect. invest.				
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE	270 000,00	278 000,00	278 000,00	251 157,13
675	VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS CEDES				
6811	DOTAT. AUX AMORTISSEMENTS/IMMO. CORPO.&	270 000,00	278 000,00	278 000,00	251 157,13
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA	270 000,00	278 000,00	278 000,00	251 157,13
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	270 000,00	278 000,00	278 000,00	251 157,13
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION DE	1 219 623,00	1 219 500,00	1 219 500,00	1 158 028,63

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

RESTES A REALISER N-1	
D002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 219 500,00

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES	A2

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote	Réalisé N-1
013	ATTENUATION DE CHARGES	5 200,00	5 000,00	5 000,00	5 411,61
6032	VARIATION DES STOCKS DES AUTRES				
6037	VARIATION DES STOCKS DE MARCHANDISES,	3 500,00	5 000,00	5 000,00	4 208,94
64191	CREDIT IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI				
64198	Autres remboursements	1 000,00			502,67
6459	REMBOURSEMENT/CHARGES S.S & PREVOY.	700,00			700,00
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,PRESTATIONS	691 000,42	666 000,00	666 000,00	673 208,28
7061	TRANSPORT DE VOYAGEUR	655 000,00	640 000,00	640 000,00	650 870,06
707	VENTES DE MARCHANDISES	14 000,42	6 000,00	6 000,00	5 266,11
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES	22 000,00	20 000,00	20 000,00	17 072,11
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
7473	DEPARTEMENTS				
7475	GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	69 250,00	70 500,00	70 500,00	68 366,81
751	REDEVANCE/ CONCESS*, BREVET,LICENC.				
752	REVENUS DES IMMEUBLES NON AFFECT.A ACTIV.	66 000,00	68 000,00	68 000,00	65 866,81
758	AUTRES PRODUITS	750,00			
7588	AUTRES	2 500,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00
	TOTAL GESTION DES SERVICES : 70+73+74+75+013	965 450,42	941 500,00	941 500,00	946 986,70
76	PRODUITS FINANCIERS (b)				
761	PRODUITS DE PARTICIPATIONS				
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (c)	1 608,00			1 564,04
7717	DEGREVEMENTS D'IMPOTS (AUTRES QU'IMPOTS				
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPE.DE				8,49
773	MANDATS ANNULES (SUR EXERC.ANTERIEURS)				
774	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES				
775	PRODUIT DES CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF	1 500,00			1 500,00
778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	108,00			55,55
78	REPRISES SUR PROVISIONS (d) (7)				
7815	REPRISE /PROV. POUR RISQUES & CHARGES				
	TOTAL DES RECETTES REELLES : a+b+c+d	967 058,42	941 500,00	941 500,00	948 550,74
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE	270 000,00	278 000,00	278 000,00	253 640,08
777	QUOTE-PART DES SUBV.INVEST VIREE AU	270 000,00	278 000,00	278 000,00	253 640,08
7811	REPRISE/AMORT.DES IMMO.INCORP. & CORPOR.				
7815	REPRISE /PROV. POUR RISQUES & CHARGES				
791	TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION				
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	270 000,00	278 000,00	278 000,00	253 640,08
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE	1 237 058,42	1 219 500,00	1 219 500,00	1 202 190,82

RESTES A REALISER N-1	
R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 219 500,00

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote	Réalisé N-1
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors	140 775,71			
2031	FRAIS D'ETUDES	140 775,71			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	1 485 594,74	340 000,00	340 000,00	189 893,46
2121	TERRAINS NUS	15 170,50			
2125	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE	3 769,27			3 769,27
2131	BATIMENTS	127 591,99			5 485,78
2135	INSTALLATIONS GENERALES-AGENCEMENTS-	160 776,69			
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	937 072,96	340 000,00	340 000,00	167 240,00
2181	INSTALLATIONS GENERALES,AGENCEMENTS,	1 193,00			1 193,00
2182	MATERIEL DE TRANSPORT	188 561,09			
2183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL	4 480,27			4 480,27
2188	AUTRES	46 978,97			7 725,14
	TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	1 626 370,45	340 000,00	340 000,00	189 893,46
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	100,00			100,00
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	100,00			100,00
020	Dépenses imprévues				
	TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES	100,00			100,00
	TOTAL DES DEPENSES D'OPE. POUR COMPTE DE				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	1 626 470,45	340 000,00	340 000,00	
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE	270 000,00	278 000,00	278 000,00	253 640,08
13915	GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	270 000,00	278 000,00	278 000,00	253 640,08
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	270 000,00	278 000,00	278 000,00	253 640,08
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE	1 896 470,45	618 000,00	618 000,00	443 633,54

RESTES A REALISER N-1	
D001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	618 000,00

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote	Réalisé N-1
13	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	340 000,00	340 000,00	340 000,00	340 000,00
1315	GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	340 000,00	340 000,00	340 000,00	340 000,00
	TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT	340 000,00	340 000,00	340 000,00	340 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	100,00			
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	100,00			
	TOTAL DES RECETTES FINANCIERES	100,00			
	TOTAL DES RECETTES D'OPE. POUR COMPTE DE				
	TOTAL DES RECETTES REELLES	340 100,00	340 000,00	340 000,00	340 000,00
021	<i>Virement de sect. fonct.</i>				
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE	270 000,00	278 000,00	278 000,00	251 157,13
28031	FRAIS D'ETUDES	20 000,00	19 613,00	19 613,00	19 609,23
2805	CONCESSION,BREVET,LICENCE,DROIT,AUT	3 000,00	15 100,00	15 100,00	3 550,73
28118	AUTRES TERRAINS	2 100,00			
28125	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	3 500,00	7 000,00	7 000,00	6 974,09
28131	BATIMENTS	74 000,00	67 000,00	67 000,00	68 464,03
28135	INSTALLATIONS GENERALES,AGENCEMENTS,	9 400,00	7 800,00	7 800,00	7 796,49
28138	AUTRES CONSTRUCTIONS	3 500,00	2 346,00	2 346,00	2 383,56
28153	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	1 300,00	2 656,00	2 656,00	2 656,03
28154	MATERIEL INDUSTRIEL	84 000,00	81 418,00	81 418,00	69 832,74
28181	INSTALLATIONS GENERALES,AGENCEMENTS ET	500,00	737,00	737,00	692,68
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	62 000,00	61 593,00	61 593,00	61 592,57
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL	3 000,00	7 620,00	7 620,00	3 161,85
28184	MOBILIER	500,00	315,00	315,00	314,52
28188	AUTRES	3 200,00	4 802,00	4 802,00	4 128,61
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA	270 000,00	278 000,00	278 000,00	251 157,13
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE DE L'EXERCICE	270 000,00	278 000,00	278 000,00	251 157,13
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE	610 100,00	618 000,00	618 000,00	591 157,13

RESTES A REALISER N-1	
R001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	618 000,00

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES

Choix du ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent sur	17/12/2003
1 an (article R.2321-1 du CGT) €	

Procédure d'amortissement (Linéaire, DégressifVariable)	Catégorie de biens amortis	Durée (en années)
	BATIMENTS ET AMENAGEMENT DE LOCAUX	20
	MATERIEL ELECTRICITE PEINTURE OUTILLAGE	10
	PETIT OUTILLAGE PANNEAUX PETIT MOBILIER	5
	CLIMATISATION VEHICULE LEGER	5
	MATERIEL INFORMATIQUE PHOTOCOPIEUR	3
	LOGICIELS	1

IV - ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES PROVISIONS			A3.1

A3.1- ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 1/1/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires						
Amortissements dérogatoires						
Provision spéciale de réévaluation						
Autres provisions réglementées						
Provisions pour risques et charges (2)			148 000,00			148 000,00
Provisions pour litiges						148 000,00
Provisions pour pertes de change						
Autres provisions pour risques AFFAIRE PRUNAS			148 000,00			
Dépréciations(2)						
- des immobilisations						
- des stocks de matières premières et de produits et des en-cours de production						

**REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES
TOURISTIQUES DU MONT FARON**

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
	DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES =A+B	278 000,00	278 000,00
	Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)	278 000,00	278 000,00
27	<i>Autres immobilisations financières</i>		
	<i>Transferts entre sections</i>	278 000,00	278 000,00
13915	GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	278 000,00	278 000,00

	Opér. de l'exercice	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL
Dépenses à couvrir par des ressources propres	278 000,00			278 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan des comptes

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble

**REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES
TOURISTIQUES DU MONT FARON**

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A4.2

A4.2 - DETAIL DES OPERATIONS FINANCIERES EN RECETTES

Art	Libellé	Recettes votées	Vote (2)
	RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b	278 000,00	278 000,00
	<i>Ressources propres internes de l'année (b)</i>	278 000,00	278 000,00
28031	FRAIS D'ETUDES	19 613,00	19 613,00
2805	CONCESSION,BREVET,LICENCE,DROIT,AUT	15 100,00	15 100,00
28125	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS BATIS	7 000,00	7 000,00
28131	BATIMENTS	67 000,00	67 000,00
28135	INSTALLATIONS GENERALES,AGENCEMENTS,	7 800,00	7 800,00
28138	AUTRES CONSTRUCTIONS	2 346,00	2 346,00
28153	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	2 656,00	2 656,00
28154	MATERIEL INDUSTRIEL	81 418,00	81 418,00
28181	INSTALLATIONS GENERALES,AGENCEMENTS ET	737,00	737,00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	61 593,00	61 593,00
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	7 620,00	7 620,00
28184	MOBILIER	315,00	315,00
28188	AUTRES	4 802,00	4 802,00

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R 106 (4)	TOTAL
Total ressources propres disponibles	278 000,00				278 000,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	278 000,00
Ressources propres disponibles	278 000,00
Solde	

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique

IV - ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2023	C1.1

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/23	CATEGORIE	SECTEUR	REMUNERATION
Emplois permanents à temps non complet			Euros
DIRECTEUR GENERAL	A	ADM	9 600
AGENT COMPTABLE	A	ADM	6 000
RESPONSABLE DE LA PAYE	A	ADM	4 200

IV - ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2023	C 1.2

C1.2 - ETAT DU PERSONNEL DE DROIT PRIVE AU 01/01/2023

GRADES OU EMPLOIS	CATEGORIE	EFFECTIF
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER	A	1
CHEF D'EXPLOITATION	B	1
CONDUCTEUR	C	2
CABINIER	C	5
TECHNICIEN	B	1
		10

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS

IV - ANNEXE	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D - ARRETE - SIGNATURES

Nombre de membres en exercice 13

Nombre de membres présents 13

Nombre de suffrages exprimés

VOTES : Pour

Contre

Abstentions

Date de convocation : 15/02/2023

Présenté par MADAME LA PRESIDENTE DU CA ,

A TOULON , le 15 FEVRIER 2023

MADAME LA PRESIDENTE DU CA ,

Délibéré par LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA REDIF
, réuni en session ORDINAIRE

A TOULON , le 15 FEVRIER 2023

Les membres DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ,

Certifié exécutoire par MADAME LA PRESIDENTE DU CA , compte tenu de la transmission en préfecture,
le 15FEVRIER 2023
et de la publication le 15 FEVRIER 2023 .

A TOULON Le 15 FEVRIER 2023

REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS

ARRETE - SIGNATURES

TURBATTE MAGALI 	BIGUER BENJAMIN 	DEL GATTO CELINE
DE SAINT SERNIN LUC 	JEROME LAURENT	JOUE CORINNE 
MAGOT-BONNET JEANNINE 	MARZOLA ALAIN	MASCARO ERICK 
MERLO LUCIEN 	MORENO CHRISTOPHE 	PASQUALINI DANIEL 
TANGUY ALBERT 		

